PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES

L’EXONÉRATION DE COTISATIONS SOCIALES POUR LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Depuis la mise en place de la mesure en 1997, les embauches exonérées de cotisations sociales patronales dans les établissements situés en zone de revitalisation rurale (ZRR) et en zone de redynamisation urbaine (ZRU) ont progressé de manière continue pour atteindre respectivement 14 300 et 4 400 embauches en 2000 (hors DOM). Ces 18 700 embauches nouvelles sont le fait de 8 500 établissements. Après trois années de montée en régime du dispositif, le nombre d’établissements utilisateurs est en très légère diminution (une centaine d’établissements en moins en 2000) mais cette baisse n’a pas enrayé le dynamisme de l’emploi exonéré dans les zones étudiées. Au total, depuis 1997, environ 64 000 embauches exonérées ont été effectuées, les données disponibles à ce stade ne permettant pas d’évaluer l’efficacité de ces dispositifs en termes de développement d’activités et de créations d’emplois dans ces zones.

Trois régions (Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d’Azur) concentrent 50% des embauches en 2000 en ZRU alors qu’elles représentent 41% des établissements bénéficiant de l’exonération au titre des ZRU (tableau 1). La répartition des embauches en ZRR, bien que liée elle aussi au nombre d’établissements utilisateurs dans la région, est plus homogène. Ainsi, deux régions (Midi-Pyrénées et Aquitaine) concentrent 28% des embauches, et représentent 29% des établissements utilisateurs.

En 2000, un établissement utilisateur sur trois l’est pour la première fois

En 2000, la part des établissements ayant bénéficié pour la première fois de l’exonération au titre des ZRR recule pour s’établir à 34%, alors qu’à l’inverse celle des établissements utilisant pour la pre-
mère fois l’exonération en ZRU augmente de 4 points en un an (tableau 2). Au total, le nombre d’établissements utilisateurs a légèrement baissé entre 1999 et 2000 du fait des établissements sortants de la mesure (cessation d’activité de l’établissement ou aucune nouvelle embauche exonérée en 2000). Ces nouveaux établissements bénéficiaires ne sont pas tous des établissements nouvellement créés. Il peut s’agir, en effet, d’établissements déjà présents dans la zone mais dont les salariés ne pouvaient bénéficier de l’exonération de cotisations (CDD de moins de douze mois par exemple, encadré 2).

Près de 88 % des embauches nouvelles et exonérées de cotisations sont des embauches qui accroissent l’effectif total exonéré de l’établissement, les autres embauches visant, quant à elles, à remplacer un salarié ayant quitté l’établissement (à l’exclusion des licenciements) (tableau 3).

Les services : principaux utilisateurs du dispositif

En 2000, plus de 46 % des embauches exonérées concernent des emplois dans les services (tableau 4). Cette proportion est forte surtout dans les ZRU (près de 65 %) du fait de l’importance des services aux entreprises, activité lo-

### Tableau 1

<table>
<thead>
<tr>
<th>Région de l'employeur</th>
<th>ZRR</th>
<th>ZRU</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Nombre de zones</td>
<td>Nombre d'embauches</td>
<td>Nombre d'établissements</td>
</tr>
<tr>
<td>Ile-de-France</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Champagne-Ardenne</td>
<td>25</td>
<td>802</td>
</tr>
<tr>
<td>Picardie</td>
<td>2</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>Haute-Normandie</td>
<td>26</td>
<td>26</td>
</tr>
<tr>
<td>Centre</td>
<td>24</td>
<td>1316</td>
</tr>
<tr>
<td>Basse-Normandie</td>
<td>24</td>
<td>343</td>
</tr>
<tr>
<td>Bourgogne</td>
<td>37</td>
<td>1067</td>
</tr>
<tr>
<td>Nord-Pas-de-Calais</td>
<td>1</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Lorraine</td>
<td>17</td>
<td>611</td>
</tr>
<tr>
<td>Alsace</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Franche-Comté</td>
<td>33</td>
<td>458</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays de la Loire</td>
<td>16</td>
<td>141</td>
</tr>
<tr>
<td>Bretagne</td>
<td>10</td>
<td>105</td>
</tr>
<tr>
<td>Poitou-Charentes</td>
<td>38</td>
<td>835</td>
</tr>
<tr>
<td>Aquitaine</td>
<td>75</td>
<td>1527</td>
</tr>
<tr>
<td>Midi-Pyrénées</td>
<td>77</td>
<td>2492</td>
</tr>
<tr>
<td>Limousin</td>
<td>11</td>
<td>153</td>
</tr>
<tr>
<td>Rhône-Alpes</td>
<td>39</td>
<td>754</td>
</tr>
<tr>
<td>Auvergne</td>
<td>42</td>
<td>1599</td>
</tr>
<tr>
<td>Languedoc-Roussillon</td>
<td>24</td>
<td>795</td>
</tr>
<tr>
<td>Provence-Alpes-Côte d'Azur</td>
<td>46</td>
<td>370</td>
</tr>
<tr>
<td>Corse</td>
<td>11</td>
<td>315</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>554</td>
<td>14297</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* - Le nombre d’établissements provient d’estimations.

Source : MES-DARES.

### Tableau 2

<table>
<thead>
<tr>
<th>En pourcentage</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A déjà bénéficié de l’exonération</td>
</tr>
<tr>
<td>N’a jamais bénéficié de l’exonération</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : MES-DARES.

### Encadré 1

**L’EXONÉRATION DE COTISATIONS DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES (ZFU)**

Ce dispositif a été mis en place en 1997 dans 44 zones et vise à favoriser l’implantation d’établissements et la création d’emplois dans les quartiers urbains de plus de 10 000 habitants particulièrement défavorisés au regard des critères pris en compte pour la détermination des zones de redynamisation urbaine. Les établissements implantés dans l’une des 44 zones franches urbaines bénéficient notamment d’une exonération totale de cotisations sociales pendant une durée de cinq ans (contre 12 mois dans les ZRU) suite à l’embauche d’un ou plusieurs salariés sous contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée d’au moins douze mois.

Fin 2000, environ 9 700 établissements bénéficient de l’exonération de cotisations sociales au titre des ZFU et emploient environ 62 000 salariés dont 54 000 exonérés. Selon une enquête réalisée par la DARES en janvier 2001 auprès de 6 460 établissements bénéficiaires de la mesure à la fin 1999, ces établissements, de petite taille en général (57 % ont moins de cinq salariés), se sont implantés en zone franche urbaine pour plus de trois quarts d’entre eux après le 1er janvier 1997, date d’instauration de la mesure. La répartition des établissements en ZFU selon le secteur d’activité économique est proche de celui des établissements en ZRU : 66 % sont dans les services, 20 % dans la construction et 13,5 % sont dans l’industrie.

Parmi les 54 000 salariés exonérés, environ 14 500 salariés résidant dans l’une des 44 zones franches urbaines fin 2000. Dans plus de huit cas sur dix, les contrats signés sont à durée indéterminée et ce d’autant plus que l’employeur est un petit établissement.

PREMIÈRES INFORMATIONS Aout 2001 - N° 31.2
La répartition des embauches par secteur d’activité est à l’image de celle des établissements (tableau 5). L’augmentation des embauches dans la construction et leur faible progression dans les services s’expliquent en grande partie par la variation du nombre d’établissements dans ces deux secteurs (+9 % et -6 % entre 1999 et 2000). Dans les zones rurales, le nombre d’établissements utilisateurs a augmenté de 8 % dans la construction, ce qui explique en partie le fort taux de croissance des embauches dans ce secteur (+22 % contre +12 % tous secteurs confondus).
Une large majorité d'ouvriers et d'employés

En 2000, plus de quatre embauches sur cinq concernent des ouvriers ou employés : relativement plus d'ouvriers en ZRR et plus d'employés en ZRU (tableau 6). De même, les proportions de techniciens, de professions intermédiaires et de cadres et ingénieurs, bien que faibles, sont de 2 à 5 points supérieures dans les ZRU. Globalement, on assiste, depuis 1997, à une concentration des embauches sur les qualifications d'ouvriers surtout qualifiés au détriment de toutes les autres catégories d'emploi.

85 % des emplois offerts sont des contrats à durée indéterminée et, lorsque ce n'est pas le cas, le contrat est plus de neuf fois sur dix d'une durée strictement égale à douze mois, durée minimale requise pour obtenir le droit à exonération de cotisations sociales. Après avoir reculé pendant les deux premières années d'existence du dispositif, la part des CDI dans les embauches nouvelles augmente sensiblement entre 1999 et 2000 aussi bien dans les ZRR que dans les ZRU. Cela résulte sans doute de l'amélioration de la conjoncture économique ainsi que de l'évolution des caractéristiques individuelles des salariés embauchés, lesquels étaient plus souvent en emploi en contrat à durée indéterminée antérieurement à leur embauche (voir infra). Dans les trois quarts des cas, la durée hebdomadaire de travail est au moins de 39 heures mais cette proportion tend à diminuer au fil des années au profit d'une durée de travail comprise entre 30 et 38 heures. Le travail à temps partiel de moins de 30 heures voit lui aussi sa part baisser : il représente moins de 13 % des contrats en 2000.

Des salariés embauchés plutôt jeunes


Un salaire brut moyen qui augmente

En 2000, le salaire brut mensuel moyen à l'embauche est de 8 000 francs en ZRU et de 7 500 francs...
en ZRR (tableau 8). Il augmente plus sensiblement entre 1999 et 2000 dans les zones urbaines que dans les zones rurales, mais de façon hétérogène selon les secteurs d’activité. En ZRU, il progresse significativement dans les secteurs des services et de la construction. En ZRR, il enregistre une forte augmentation (+10 %) dans le secteur agricole et rattrape le niveau moyen (tous secteurs confondus) dans ces zones.

Martin ARNOULT (DARES).

**Tableau 7**

Caractéristiques des salariés embauchés dans le cadre de la mesure en 1999 et en 2000

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>ZRR 1999 (en %)</th>
<th>ZRR 2000 (en %)</th>
<th>ZRU 1999 (en %)</th>
<th>ZRU 2000 (en %)</th>
<th>Ensemble 1999 (en %)</th>
<th>Ensemble 2000 (en %)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Sexe</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Homme</td>
<td>76,7</td>
<td>77,8</td>
<td>1,1</td>
<td>1,8</td>
<td>71,4</td>
<td>71,9</td>
</tr>
<tr>
<td>Femme</td>
<td>23,3</td>
<td>22,2</td>
<td>-1,1</td>
<td>-1,8</td>
<td>28,6</td>
<td>28,1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>100,0</td>
<td>100,0</td>
<td>100,0</td>
<td>100,0</td>
<td>100,0</td>
<td>100,0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| **Âge** |                 |                 |                 |                 |                     |                     |
| Moins de 25 ans | 32,7 | 32,3 | -0,4 | -4,1 | 27,6 | 27,4 | -0,2 | -2,2 | 31,5 | 31,2 | -0,3 | -4,0 |
| 25 à 29 ans | 20,6 | 19,6 | -1,0 | -0,2 | 22,9 | 23,1 | 0,2 | 2,2 | 21,1 | 20,4 | -0,8 | 0,4 |
| 30 à 39 ans | 26,7 | 26,5 | -0,2 | 2,2 | 28,8 | 28,4 | -0,4 | 2,1 | 27,2 | 26,9 | -0,3 | 2,3 |
| 40 à 49 ans | 15,4 | 16,3 | 0,9 | 0,7 | 16,5 | 16,0 | -0,5 | -1,7 | 15,7 | 16,2 | 0,6 | 0,3 |
| 50 ans ou plus | 4,6 | 5,3 | 0,7 | 1,4 | 4,2 | 5,1 | 0,9 | -0,4 | 4,5 | 5,3 | 0,7 | 1,1 |
| **Total** | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

| **Situation antérieure à l’embauche** |                 |                 |                 |                 |                     |                     |
| Salarisé sous CDI | 21,0 | 24,5 | 3,5 | 6,9 | 22,3 | 23,6 | 1,3 | -5,1 | 21,3 | 24,3 | 3,0 | 4,8 |
| Salarisé sous CDD | 20,7 | 22,6 | 1,9 | 5,6 | 17,5 | 19,0 | 1,5 | 8,2 | 19,9 | 21,8 | 1,8 | 5,8 |
| Contrat aidé | 7,3 | 6,7 | -0,6 | -1,6 | 3,1 | 3,6 | 0,5 | -0,5 | 6,3 | 6,0 | -0,3 | -1,6 |
| Demandeur d’emploi inscrit à l’ANPE | 32,0 | 26,4 | -5,6 | -9,0 | 34,4 | 31,8 | -2,6 | -0,8 | 32,6 | 27,6 | -4,9 | -7,3 |
| Autre demandeur d’emploi | 6,7 | 6,4 | -0,3 | -0,2 | 7,2 | 7,7 | 0,5 | -0,4 | 6,8 | 6,7 | -0,1 | -0,2 |
| Scolarité, service national | 4,2 | 3,8 | -0,4 | -2,6 | 5,8 | 5,4 | -0,4 | -1,0 | 4,5 | 4,2 | -0,4 | -2,2 |
| Autre | 8,1 | 9,6 | 1,5 | 0,9 | 9,7 | 8,9 | -0,8 | -0,4 | 8,5 | 9,4 | 1,0 | 0,6 |
| **Total** | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

| **Niveau de formation** |                 |                 |                 |                 |                     |                     |
| I ou II | 3,6 | 2,8 | -0,8 | -0,8 | 8,1 | 8,9 | 0,8 | -0,2 | 4,7 | 4,2 | -0,5 | -0,4 |
| III | 9,9 | 9,0 | -0,9 | -1,6 | 15,1 | 13,9 | -1,2 | -0,3 | 11,1 | 10,1 | -1,0 | -1,1 |
| IV | 13,8 | 13,6 | -0,2 | -0,2 | 18,2 | 14,1 | -4,1 | -0,4 | 14,8 | 13,7 | -1,1 | -1,2 |
| V | 51,5 | 53,2 | 1,7 | 4,5 | 35,3 | 37,6 | 2,3 | 0,9 | 47,7 | 49,7 | 2,0 | 2,7 |
| V bis | 6,2 | 6,1 | -0,1 | -0,7 | 6,5 | 5,8 | -0,6 | -2,1 | 6,2 | 6,0 | -0,2 | -1,0 |
| VI | 15,0 | 15,3 | 0,3 | -1,2 | 16,9 | 19,7 | 2,8 | 3,9 | 15,4 | 16,3 | 0,8 | -0,1 |
| **Total** | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : MES-DARES.

**Tableau 8**

Salaire brut moyen d’embauche par secteur d’activité en 1999 et en 2000

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>ZRR 1999</th>
<th>ZRR 2000</th>
<th>%</th>
<th>ZRU 1999</th>
<th>ZRU 2000</th>
<th>%</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Agriculture, sylviculture, pêche</td>
<td>6 852 (1 044,6)</td>
<td>7 550 (1 151)</td>
<td>10,2</td>
<td>ns</td>
<td>ns</td>
<td>ns</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>7 505 (1 144,1)</td>
<td>7 652 (1 166,5)</td>
<td>2,0</td>
<td>8 466 (1 290,6)</td>
<td>8 367 (1 275,5)</td>
<td>-1,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Donc :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie des biens de consommation</td>
<td>7 394 (1 127,2)</td>
<td>7 725 (1 177,7)</td>
<td>4,5</td>
<td>ns</td>
<td>ns</td>
<td>ns</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie des biens d’équipement</td>
<td>8 257 (1 258,8)</td>
<td>8 203 (1 250,5)</td>
<td>-0,7</td>
<td>ns</td>
<td>ns</td>
<td>ns</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie des biens intermédiaires</td>
<td>7 678 (1 170,5)</td>
<td>7 751 (1 181,6)</td>
<td>1,0</td>
<td>ns</td>
<td>ns</td>
<td>ns</td>
</tr>
<tr>
<td>Construction</td>
<td>7 622 (1 162)</td>
<td>7 799 (1 188,9)</td>
<td>2,3</td>
<td>7 870 (1 199,8)</td>
<td>8 385 (1 278,3)</td>
<td>6,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Services</td>
<td>7 001 (1 067,3)</td>
<td>7 292 (1 111,6)</td>
<td>4,2</td>
<td>7 438 (1 133,9)</td>
<td>7 802 (1 189,4)</td>
<td>4,9</td>
</tr>
<tr>
<td>Donc :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Commerce</td>
<td>7 089 (1 080,7)</td>
<td>7 291 (1 111,5)</td>
<td>2,8</td>
<td>7 503 (1 143,8)</td>
<td>7 737 (1 179,5)</td>
<td>3,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Services aux entreprises</td>
<td>7 778 (1 185,7)</td>
<td>8 100 (1 234,8)</td>
<td>4,1</td>
<td>8 342 (1 271,7)</td>
<td>8 262 (1 259,5)</td>
<td>-1,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Services aux particuliers</td>
<td>6 094 (929)</td>
<td>6 500 (990,9)</td>
<td>6,7</td>
<td>ns</td>
<td>ns</td>
<td>ns</td>
</tr>
<tr>
<td>Ensemble</td>
<td>7 272 (1 108,6)</td>
<td>7 525 (1 147,2)</td>
<td>3,5</td>
<td>7 649 (1 166,1)</td>
<td>8 011 (1 221,3)</td>
<td>4,7</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : MES-DARES.
LE DISPOSITIF RÉGLEMENTAIRE DE L’EXONÉRATION DE COTISATIONS EN ZRR ET ZRU

La mesure est entrée en vigueur le 1er janvier 1997, en remplacement de l’exonération pour l’embauche de 4 à 50 salariés dans les zones de revitalisation rurale, qui avait été applicable du 1er septembre au 31 décembre 1996. Relativement à celle qu’elle remplace, la mesure actuelle a été élargie aux zones de redynamisation urbaine et inclut les 1er, 2e et 3e salariés. L’exonération des cotisations sociales pour les créations d’emploi dans les ZRR et les ZRU concerne les employeurs exerçant une activité artisanale, commerciale, agricole ou libérale et les groupements d’employeurs ayant chacun au moins un établissement dans la zone. L’exonération n’est pas applicable aux mandataires sociaux (gérants de SARL, PDG de SA, etc.). Pour bénéficier de la mesure, les établissements concernés doivent être situés dans une ZRR ou une ZRU (définies par décret). L’exonération porte sur une durée de douze mois civils à compter de la date d’effet du contrat de travail. La date à retenir est la date d’embauche et non la date de conclusion du contrat de travail.

Sont concernées par la mesure les embauches en CDI ou CDD d’au moins douze mois de salariés employés dans un établissement de l’entreprise situé dans ZRR ou ZRU et accroissant l’effectif de l’entreprise jusqu’à la limite de 50 salariés. L’exonération est de 100% des cotisations patronales de sécurité sociale dans la limite de 1,5 fois le SMIC horaire multiplié par le nombre d’heures travaillées. Pour un même salarié, cette exonération n’est cumulable avec aucune autre exonération ou aide de l’État à l’emploi. Comme celle qu’elle remplace, cette mesure est compensée par le budget de l’État.

L’avantage additionnel lié aux mesures zonées doit être apprécié en tenant compte de l’exonération générale applicable aux emplois à bas salaires (graphique et tableau). Pour un emploi à temps plein au niveau du SMIC, l’avantage spécifique lié à la mesure est de 12,1% du montant du salaire brut et cet avantage augmente avec le salaire brut jusqu’à ce que celui-ci atteigne 1,3 SMIC. À ce niveau de salaire, l’avantage net est égal à l’ensemble de l’exonération (soit 30,3%). Au-delà de 1,5 fois le SMIC horaire multiplié par le nombre d’heures travaillées, l’avantage décroît mais sans s’annuler et porte toujours sur la fraction de la rémunération inférieure à ce seuil.

**Avantages comparés des exonérations ZRR et ZRU et de l’exonération dégressive des charges patronales sur les bas salaires**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Situation en 2000</th>
<th>Avantage pour un salarié à temps plein</th>
<th>Niveau de salaire mensuel</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>SMIC</td>
<td>1,1 SMIC</td>
</tr>
<tr>
<td>Ristournede générale dégressive</td>
<td>Baisse du coût du travail, en francs</td>
<td>1 293</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Baisse du coût du travail, en euros</td>
<td>197,12</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Baisse du coût du travail, en % du salaire brut</td>
<td>18,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Exonération en faveur des ZRR et ZRU</td>
<td>Baisse du coût du travail, en francs</td>
<td>2 152</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Baisse du coût du travail, en euros</td>
<td>328,07</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Baisse du coût du travail, en % du salaire brut</td>
<td>30,3</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Écart par rapport à la situation générale, en francs</td>
<td>859</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Écart par rapport à la situation générale, en euros</td>
<td>130,95</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Écart, en % du salaire brut</td>
<td>12,1</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : MES-DARES.